

Pour une histoire économique et sociale de la Suisse : à propos d'un ouvrage récent

Autor(en): **Bergier, Jean-François**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **14 (1964)**

Heft 2

PDF erstellt am: **21.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-80541>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

POUR UNE HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE LA SUISSE

A propos d'un ouvrage récent

Par JEAN-FRANÇOIS BERGIER

Chaque pays, chaque nation a connu un développement économique et social qui lui est propre, puisqu'il est fonction pour une large part des conditions géographiques, ethniques, démographiques et politiques particulières de ce pays ou de cette nation. Il importe que nous ayons de chacun de ces développements nationaux, parallèles mais distincts, une vue d'ensemble qui permettra de mieux comprendre le processus de formation des Etats intéressés, de se faire une idée précise des mentalités caractéristiques de leurs habitants: en un mot, de mieux saisir, dans sa pleine réalité, le devenir de ces pays. Nous devons donc accueillir avec reconnaissance tous les ouvrages qui tentent de retracer l'histoire économique et sociale de tel ou tel d'entre eux.

Mais de multiples difficultés et des écueils sournois guettent les entreprises de cet ordre. Et tout d'abord, précisément, leur caractère national. Car, quoi que je vienne de dire, il n'est pas moins évident que l'économie et la vie sociale d'un pays sont liées étroitement à celles des pays voisins. Il n'existe pas, et n'a nulle part existé sinon dans des sociétés très primitives, d'économies strictement autarciques; même si les cellules du monde féodal peuvent paraître avoir vécu un moment en vases clos, les échanges entre elles n'ont jamais cessé tout à fait, et reprirent activement dès le XI^e, au plus tard le XII^e siècle en Occident. De sorte que l'historien d'une économie nationale ne saurait ignorer le développement d'une conjoncture d'ensemble sans s'exposer à méconnaître le sens des réalités qu'il observe, et à errer gravement dans leur interprétation. Il court d'autre part le risque de rester prisonnier d'une «périodisation» traditionnelle. Or, les cycles économiques de longue durée, qu'il importe maintenant de déceler, ne correspondent que rarement à l'habituel découpage des manuels, par siècles ou par régimes politiques.

L'histoire économique d'un pays est celle de son développement. L'objet de l'historien est d'en déterminer les secteurs dominants (rural, artisanal, industriel, commercial, bancaire, etc.); d'en délimiter les phases d'expansion, de recul ou de stagnation; d'en expliquer les phénomènes et les tendances majeures, crises ou croissances. Travail délicat, en vérité, et qui suppose un immense appareil documentaire et si possible statistique soigneusement élaboré, et le recours à des monographies exploratoires sans lesquelles il n'est pas de synthèse possible.

Dans le cas si singulier de la Suisse, ces difficultés s'aggravent encore, et il s'y ajoute d'autres dangers. Notre pays, plus qu'aucun autre, a toujours dépendu des économies de ses voisins pour son ravitaillement en matières premières comme en denrées alimentaires et pour l'écoulement de ses productions; au moyen âge déjà, l'agriculture fit place, en montagne, à l'élevage, parce que celui-ci fournissait des biens d'exportation et procurait un rendement meilleur. Mais en retour, la Suisse a offert au commerce international des places d'échanges et des voies de communication privilégiées, et les produits d'une industrie fortement spécialisée; aux capitaux du monde entier, des possibilités avantageuses de placements. D'autre part, nul ne contestera que les parties fort diverses qui font aujourd'hui partie de la Confédération ont connu des destins économiques et sociaux fort divers, suivi des politiques divergentes. Certes, il a pu, il a dû exister entre elles des dénominateurs communs qu'il s'agirait de définir, ce que nul, à ma connaissance, n'a fait encore. Il n'en reste pas moins assez artificiel de parler, avant le XIX^e siècle, d'un développement global de l'économie suisse: il apparaît ainsi préférable de s'en tenir à quelques secteurs qui, mieux que d'autres, ont pu contribuer à réaliser cette unité économique que nous connaissons depuis un siècle à peine: l'économie rurale alpine, l'économie des transports¹, l'industrie textile et horlogère surtout. En outre, et de ce fait même, la bibliographie très dispersée de notre histoire économique comprend une multitude de travaux de détail, mais pour ainsi dire point d'études qui dépassent le domaine d'une industrie ou d'une culture, ni l'espace d'une cité, d'une vallée ou d'un canton.

Il est enfin excessivement difficile, dans ces conditions, de déceler les rythmes de croissance de l'économie suisse, d'en sentir les pulsations originales; il y faudra de longs et patients efforts, dont le plus gros, apparemment, sera de renverser les barrières d'un régionalisme et d'un nationalisme dont l'hypothèque pèse encore lourdement sur notre historiographie. Comment comprendre en effet notre histoire agraire sans se référer aux conditions d'existence et de travail des populations montagnardes dans leur ensemble? Comment retracer les étapes de notre industrialisation sans marquer leur place dans la révolution industrielle, qui est un phénomène universel et de longue durée? N'est-elle pas fonction du progrès technique, du marché mondial, des courants du grand commerce continental et maritime, des problèmes de concurrence internationale? Comment rendre compte, encore, de l'étonnante expansion outre-mer de l'économie suisse, sinon en recourant aux sources étrangères, dont quelques travaux récents, élaborés hors de nos frontières, ont su tirer une image suggestive? Que dire, enfin, du mouvement des prix, sinon qu'il a dû suivre l'évolution générale en Europe, mais avec des disparités qu'il convient de mesurer, et avec des incidences que

¹ Cf. JEAN-FRANÇOIS BERGIER, *Genève et l'économie européenne de la Renaissance*, Paris 1963 (Ecole pratique des hautes Etudes, VI^e section, coll. *Affaires et Gens d'affaires*, vol. 29), où j'ai esquissé, dans la première partie, l'étude de ces deux problèmes.

nous ignorons encore? Ce ne sont là que des exemples, nés au fil de ma plume, pour illustrer l'urgente nécessité d'ouvrir très largement nos fenêtres sur un monde trop ignoré.

* * *

Un réel effort pour dominer l'ensemble de notre économie, ou plutôt de nos économies, vient d'être tenté par *Albert Hauser*. Nous lui savons gré de nous avoir donné, pour la première fois, une *Histoire économique et sociale de la Suisse*¹. Ne serait-ce qu'à ce titre, la sortie de ce livre constitue un événement notable. Il semble cependant que cet effort fût prématuré. Était-il vraiment possible, dans l'état actuel des connaissances sur notre pays, de broser un tableau de son histoire économique qui puisse être accepté sans réserves? Trop nombreuses y sont encore les ombres, de sorte que la continuité du développement n'apparaît pas encore avec netteté, que les structures se dessinent mal et que la conjoncture reste très imprécise; l'explication de beaucoup de phénomènes observés reste délicate. Est-ce pour cette raison qu'Albert Hauser a pris le parti d'un exposé en pointillé, qui énumère les faits connus, siècle après siècle, secteur après secteur, canton après canton, sans chercher à tracer au travers quelques lignes de force qui guident le lecteur? Est-ce par sagesse qu'il a renoncé le plus souvent à proposer une explication qui rende compte des faits groupés? Je rends volontiers hommage à sa prudente objectivité, mais j'eusse apprécié une attitude moins positiviste («des faits, rien que des faits...») et plus de hardiesse dans leur interprétation: Albert Hauser tenait en main les éléments de réponse à quelques problèmes importants, mais qu'il paraît avoir évité de poser. Ainsi, la question que j'évoquais tout à l'heure du passage, vers la fin du XIII^e et le XIV^e siècle, d'une économie agricole à une économie d'élevage: jusqu'à quel point ce passage a-t-il affecté le régime seigneurial, la répartition des biens, les modes de vie rurale, les fondements de la société? N'a-t-il point contribué, à longue échéance, à la formation du grand capital dans notre pays? Sur les mouvements de paysans aux XVI^e et XVII^e siècle, l'auteur ne s'arrête qu'avec trop de discrétion: quels en furent les mobiles, quelle était, en d'autres termes, la condition rurale de cette époque troublée? Au grave problème du blé au XVIII^e siècle, A. Hauser réserve à peine autant de place qu'à la production de fromages. Enfin les grandes lignes du développement industriel sont obscurcies par une floraison de détails,

¹ ALBERT HAUSER, *Schweizerische Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, Zürich-Stuttgart 1961, 400 p. — Presque en même temps, WALTER BODMER, avec un objectif plus limité, mais une remarquable documentation de première main, a publié un ouvrage qui couvre l'ensemble de la Suisse: *Die Entwicklung der schweizerischen Textilwirtschaft im Rahmen der übrigen Industrien und Wirtschaftszweige*, Zürich 1960, 579 p. — Son propos, moins ambitieux, était moins une synthèse qu'une forte monographie sur un grand sujet. Il est paru sans doute trop tard pour qu'Albert Hauser en puisse faire son profit.

et la question fondamentale, celle de la croissance économique, paraît ici encore escamotée. Pour faire mieux ressortir tant de problèmes, n'eût-il pas fallu choisir les plus significatifs? Albert Hauser n'y a point consenti: il en résulte une disproportion évidente dans l'importance accordée à chacun d'eux, et en fin de compte, une perspective passablement faussée.

Ainsi fait, l'ouvrage d'Albert Hauser ne se présente en aucun cas comme une synthèse, mais bien plutôt comme un vaste répertoire de faits, aussi complet que possible et en général exact¹. Mais ces faits sont essentiellement qualitatifs: l'auteur a renoncé, peut-être pour l'agrément de ses lecteurs, à multiplier les tableaux et les données statistiques²; a-t-il eu raison? L'histoire économique se fait pourtant aussi avec des mathématiques.

Ce livre serait, en définitive, un précieux manuel s'il était pourvu de références. Ce défaut est sans doute imputable à l'éditeur plus qu'à l'auteur, mais il n'en est pas moins fâcheux. Une vaste bibliographie, classée en fonction des chapitres de l'ouvrage, le corrige en partie seulement, car elle oblige le lecteur curieux d'en savoir davantage à d'aventureux recoupements qui lui prennent beaucoup de temps. Cette bibliographie n'est d'ailleurs pas exhaustive, pour la Suisse romande tout au moins. Surtout, elle méconnaît presque totalement la littérature étrangère, où l'auteur eût pourtant trouvé, mieux que des informations complémentaires, des idées de rapprochements et des suggestions pour une plus profonde intelligence de son sujet. Car l'image qu'il nous laisse est celle d'une Suisse flottant sur un océan mystérieux, au lieu d'être ancrée solidement à l'histoire de l'Europe entière.

Ces remarques, inspirées, je l'avoue, par une certaine déception, ne doivent pas masquer cependant les qualités réelles de cet ouvrage: sa solidité, sa densité, un souci constant de l'individu, de ses manières de vivre, de penser et de croire. Nul doute qu'il ne rende de grands services, dont le premier sera d'attirer l'attention des étudiants et du public cultivé sur l'intérêt passionnant de l'histoire économique et sociale de la Suisse.

¹ Quelques erreurs de détail, ici ou là, sont le fait des auteurs dont Albert Hauser a utilisé les travaux.

² Exception faite, avec quelques tableaux plus modestes, d'un appendice sur les prix de quelques objets à Zurich de 1500 à 1800.